

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4395 - Jeudi 08 Juin 2023 - Prix : 200 Fc

DISTRIBUTION DES PRODUITS PÉTROLIERS :

Les stations-services appellent à une amélioration des conditions de travail



Le Syndicat national des distributeurs des produits pétroliers (SNDPP) et la Société comorienne des hydrocarbures (SCH) sont de nouveau en conflit. En décompte des multiples concertations entre les deux parties, en présence du ministre de l'énergie, les revendications se multiplient. Cette

fois-ci le Sndpp exige une amélioration des relations de travail entre les revendeurs des produits pétroliers, et une mise en place d'une feuille de route permettant d'aboutir au résultat souhaité par les deux parties.

LIRE SUITE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**19 Dhoul qua anda 1444
Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Juin 2023**

Lever du soleil:

06h 22mn

Coucher du soleil:

17h 49mn

Fadjr : 05h 11mn

Dhouhr : 12h 10mn

Ansr : 15h 04mn

Maghrib: 17h 52mn

Incha: 19h 06mn



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le ministre de l'Aménagement sur le chantier des travaux de trainage au nord de Moroni

Des travaux pour l'amélioration du drainage des eaux pluviales ont débuté depuis le mois de décembre 2022 sur les hauteurs du quartier nord de Moroni. Ces travaux entrent dans le cadre des activités du projet « Renforcement de la résilience climatique urbaine dans le Sud-Est de l'Afrique, mis en œuvre conjointement par l'ONU-Habitat et OXFAM en partenariat avec le Ministère de l'Aménagement du Territoire.

Il s'agit d'un micro-projet issu des actions prioritaires identifiées dans la capitale, à la suite du processus City Rap, outil de planification participative de l'ONU-Habitat dont les activités visent à renforcer la résilience urbaine contre les effets du changement climatique dans la capitale, et plus parti-

culièrement contre les inondations provoquées par les pluies torrentielles. Ainsi, le ministre de l'Aménagement a effectué mercredi dernier, une visite sur le terrain pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux. Il a été accompagné de la Représentante Résidente du FNUAP, assurant l'intérim du Coordinateur Résident du Système des Nations Unies et l'équipe du projet.

Cette visite a été accueillie par des représentants de la Mairie de Bambao Yadjuwu et des notables de la ville de Tsidjé, où a été installé le chantier des travaux. En effet, les travaux s'étendent sur environ 800 m linéaire partant du village de Tsidjé jusqu'à la hauteur du quartier Coulée de Lave au Nord de Moroni, avec la construction de plusieurs infrastructures, censées retenir et

ralentir l'écoulement des eaux vers les zones habitées de la coulée de lave qui avaient déjà été fortement affectées par plusieurs épisodes d'inondations au cours de ces dernières années.

Des bassins d'infiltration, de rétention et des canalisations ont été aménagés le long du lit de ce cours d'eau. Selon les experts du bureau d'étude 3AS chargé de la conception et du suivi technique du projet, ce système doit retenir la totalité des eaux de ruissellement sur le parcours et évitant ainsi ces eaux de parvenir dans les zones habitées du quartier de la coulée. Selon la même source, les travaux avancent convenablement et devraient se terminer au mois de septembre prochain. Cette innovation pour la lutte contre les inondations constitue un projet pilote qui pourrait être répliqué



pour la partie sud de Moroni, qui renforcerait ainsi la résilience de la ville contre les effets du changement climatique.

Le Ministère de l'Aménagement avec ses partenaires est à pied d'œuvre pour la mobilisation des

fonds en vue de l'extension de ce projet dans les zones encore affectées par les inondations, et notamment sur l'île d'Anjouan et Mohéli.

Mmagaza

SANTÉ DIABÈTE :

Une trentaine de journalistes formés sur le diabète

Sous le thème "ensemble, luttons contre le diabète aux Comores", une trentaine de journalistes suivent une formation de trois jours. L'objectif consiste à vulgariser de la façon la plus large possible l'information autour du diabète, ses facteurs de risque et les moyens de prévention dans un contexte où la maladie reste mal connue au sein de la population.

Le ministère de la Santé en collaboration avec l'ONG Santé Diabète a lancé une formation de trois jours au profit des journalistes de la place notamment ceux qui sont engagés dans la lutte contre le diabète et les comorbidités diabète/VIH et diabète/TB. L'objectif de ce réseau de journalistes engagés qui a vu le jour en 2021,

est de vulgariser de la façon la plus large possible l'information autour du diabète, de ses facteurs de risque et des moyens de prévention dans un contexte où la maladie reste mal connue au sein de la population.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le directeur général de la santé Dr Saindou Ben Ali Mbae révèle que ces réseaux et leurs moyens de communication et diffusion de l'information sont complémentaires

des autres actions ciblées par l'ONG Santé Diabète dans la mesure où ils permettent de toucher un large public et donc d'amplifier les messages de prévention à la population générale.

« Je vous invite par ailleurs, à redoubler d'efforts sur la communication et l'information par la production et la diffusion de contenus de qualité. Vous êtes nos pionniers dans le partage de l'information grâce à vos actions sur les plan éducatifs et préventifs », avance-t-il, tout en montrant que la présence des journalistes à cet atelier témoigne de l'intérêt qu'ils accordent à l'amélioration de la prévention et de la prise en charge du diabète et de ses complications. « Ainsi, j'espère chers journalistes que vous allez trouver ce que vous êtes venus chercher et pouvoir avancer dans vos

activités au profit de la population notamment celle qui est atteinte par le diabète », poursuit-il.

La formation est assurée par Mme Stéphanie GARDIER et Dr Athoumane Hassan. Selon ce dernier, un diabète est avéré lorsque la glycémie à jeun est égale ou supérieure à 1.26 g/l à deux reprises ou égale ou supérieure à 2 g/l à n'importe quel moment de la journée. On distingue principalement deux types de diabète : le diabète de type 1 qui touche environ 6% des diabétiques et le diabète de type 2 qui en touche 92%. Les autres types de diabète concernent les 2% restants (MODY, LADA ou diabète secondaire à certaines maladies ou prises de médicaments).

Ibnou M. Abdou



SOCIÉTÉ

ONG Maeеча a animé la célébration de la journée de l'environnement à Mohéli

Le 5 juin, journée mondiale de l'environnement a été célébrée le lundi 5 juin dernier à la salle multifonctionnelle de Fomboni. C'est l'ONG Maeеча en partenariat avec le Parc national de Mohéli, les institutions étatiques et les partenaires internationaux et nationaux, qui a eu l'honneur d'animer cette journée en présence du gouverneur de l'île. C'était l'occasion pour cette ONG de remettre les prix aux lauréats du concours jeunes reporters pour l'environnement.

La salle multifonctionnelle de Fomboni était bondée de jeunes venus des différents établissements scolaires de l'île. « L'approche adoptée ces dernières années est d'inculquer aux jeunes la culture de protection de l'environnement pour qu'ils deviennent des véritables responsables face à la nature », expliquera Lailina Daniel

le directeur exécutif du PNM (Parc national de Mohéli) lors de son intervention. « Nous avons organisé cette journée en collaboration avec le Ministère de la production et de l'environnement dont le Directeur national supervise les activités qui ont débuté à la Grande Comore avec les enfants le dimanche dernier » a expliqué Nasser Assoumani,

Directeur de l'ONG Maeеча lorsque nous avons voulu savoir pourquoi c'est son ONG qui prend le leadership de la célébration de cette journée cette année.

« C'est donc une journée célébrée par l'État et pour nous c'est une occasion qu'on a saisi pour présenter tous les travaux produits par les jeunes reporters pour l'environnement. Il se trouve qu'à Mohéli l'activité a pris une autre ampleur et nous avons saisi cette opportunité pour en faire une journée pleine d'activités des enfants et des jeunes » a-t-il ajouté. Nasser Assoumani estime que c'est une journée réussie car l'essentiel

pour eux ce n'est pas la journée tout court, « c'est une activité qui dure toute l'année donc la clôture c'est aujourd'hui en remettant les attestations et cadeaux aux lauréats du concours des jeunes reporters et dès demain on va continuer les activités pour l'édition prochaine au profit des écoles et des éco-écoles » a-t-il promis.

Des chansons, théâtre et sketches sur la protection de l'environnement avaient animé la salle, suivis des discours avant la remise des prix des lauréats. Le premier prix de la catégorie vidéo reportage au niveau national a été obtenu par Chamisia

Tohir Mohamed de la FADESIM (fédération des acteurs pour le développement économique et social de l'île de Mohéli) pour un reportage sur la dégradation des zones côtières par la montée des eaux de mer. Abdeldjalil Mustapha Ben Cheikh (11 ans) a obtenu le premier prix de reportage écrit de sa catégorie d'âge au niveau de l'île sur un portrait de la pollution urbaine de la ville de Fomboni. Et Said Nassurdine (16 ans) qui a traité la pollution des plages a obtenu le premier prix régional de sa catégorie d'âge.

Riwad

DISTRIBUTION DES PRODUITS PÉTROLIERS :

Les stations-services appellent à une amélioration des conditions de travail

Après l'application de la note concernant le paiement au comptant des produits pétroliers, une nouvelle discordance vient faire son apparition entre le Syndicat national des distributeurs des produits pétroliers (SNDPP) et la Société comorienne des hydrocarbures (SCH). Si tout se passe bien au côté de la société comorienne des hydrocarbures pour le paiement au comptant, ce n'est pas le cas pour les stations services qui appellent à une amélioration des relations de travail entre les deux parties. Dans une

lettre du Sndpp qui date du 27 mai 2023 adressée à la Sch dont nous avons pu avoir copie, le syndicat exige une amélioration des relations de travail entre les revendeurs des produits pétroliers, et une mise en place d'une feuille de route permettant d'aboutir au résultat souhaité par les deux parties.

La société comorienne des hydrocarbures a accepté par une lettre de discuter avec le syndicat national des distributeurs, dont une réunion a eu lieu le samedi 03 juin sous l'autorité du ministère de

l'énergie. « Après avoir écouté les parties, le ministre a annoncé que la question du paiement au comptant est non négociable car le cas échéant pourrait entraîner la SCH à la faillite. Le ministre en qualité de président de séance se dit aussi prêt en commun accord avec le ministre des finances et du secteur bancaire à accompagner les gérants des stations dans tout processus visant à faciliter des crédits bancaires afin que ces derniers puissent exercer », avance Soudjay Kiffia Chargé de missions auprès du directeur général

de la SCH. Et de poursuivre : « Donc, la question n'est pas recevable contrairement aux autres points. Le ministre a appelé les deux parties à se rencontrer incessamment pour trouver une solution plus particulièrement aux produits manquants et aux retards de livraisons. Les deux parties se sont mis d'accord de se retrouver prochainement pour d'autres sujets de discussion ».

Contacté par La Gazette des Comores, le secrétaire général du Sndpp Ryad Sagaf a répondu qu'il n'a pas de déclaration à faire. «

Nous avons une ligne de conduite avec mes collègues. Nous allons organiser une conférence de presse ce jeudi 08 juin. Tout ce qui est à dire, on le dira dans cette conférence », dit-il. En tout cas, selon une source digne de foi, le Sndpp aurait menacé de suspendre les commandes si leurs doléances ne sont pas prises en compte. Donc la conférence de presse de ce matin est très attendue.

Nassuf Ben Amad

ECONOMIE BLEUE :

Une conférence ministérielle prévue à Moroni du 12 au 14 juin

L'Union des Comores accueillera du 12 au 14 juin prochain une conférence ministérielle sur l'économie bleue et l'action climatique en Afrique. Une trentaine de délégations composées d'Etat, chef de gouvernement et associations sont attendus à Moroni pour participer à ce grand événement.

L'Union des Comores est à la tête de l'Union Africaine depuis Février dernier. Elle s'est donné comme responsabilité de porter la voix du continent africain sur la scène internationale, en mettant l'accent sur la place de l'Afrique dans le nouvel ordre économique mondial et les spécificités de ses Etats insulaires. C'est dans ce contexte que les Comores accueilleront du 12 au 14 juin prochain une conférence ministérielle

sur l'économie bleue et l'action climatique en Afrique : les Etats insulaires et côtiers à l'avant-garde. 30 délégations et plus 50 experts internationaux sont attendus à Moroni pour participer à ce grand événement. « Plusieurs thèmes seront abordés allant de la sécurité maritime, la pêche, les effets du changement climatique dans les petits Etat insulaires et autres. Des rencontres ont déjà eu lieu pour dégager des pistes de réflexion sur l'économie bleue mais aussi sur les Etats insulaires », déclare Mohamed Issimaila, le coordinateur de la cellule en charge de la présidence de l'UA.

Selon lui, l'UA a reconnu le rôle primordial que l'économie bleue peut jouer dans la contribution au développement du continent Africain, à l'action climatique, la transformation économique,



Mohamed Issimaila devant la presse.

l'innovation et le développement socio-économique. « Dans un contexte de crise climatique mondiale, les États insulaires et côtiers ont un rôle clé à jouer au niveau africain pour lancer des initiatives phares en faveur de la biodiversité et de la résilience climatique et pour exploiter tout le potentiel de l'économie bleue dans le contexte

de la zone de libre-échange continentale africaine », poursuit-il.

La conférence comprend d'une part, deux jours de réunions techniques avec les 80 experts (internationaux et nationaux) du 12 au 13 juin et d'autre part, une séquence de Haut niveau avec les chefs des délégations (présidents, ministres et représentants de partenaires bi et

multilatéraux) le 14 juin. Elle regroupera 9 pays de l'océan Indien occidental et les petits Etats insulaires africains, à savoir, Afrique du Sud, Union des Comores, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles, Somalie, Tanzanie, Cap Vert, Guinée Bissau et Sao Tome et Principe pour les pays concernés. Plusieurs pays partenaires et de nombreuses organisations mondiales, continentales et régionales comme la Commission de l'Union Africaine, du Secrétariat Général des Nations Unies, du Bureau de la Commission Economique pour l'Afrique et bien sûr la Commission de l'océan Indien dont le rôle moteur sera souligné, dans cette démarche panafricaine.

Nassuf Ben Amad

AGRICULTURE RÉSILIENTE ET CHAÎNES DE VALEUR

Huit CRDEs vont bénéficier d'un financement du FEM et du PNUD

Huit centres ruraux de développement économique de Mwali, Ngazidja et Ndzuani vont bénéficier d'un financement dans le cadre du projet de renforcement de la résilience des systèmes agricoles intelligents face au climat et des chaînes de valeur en Union des Comores. Un projet financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial et le PNUD, pour un montant global de 10,2 millions de dollars.

Hier mercredi, le ministère de l'agriculture en partenariat avec le PNUD, a présidé un atelier de validation du document du projet sur le renforcement de la résilience des systèmes agricoles intelligents face au climat et des chaînes de valeur dans l'Union des Comores. Un projet financé par le

Fonds pour l'Environnement Mondial et le PNUD et dont huit Centres ruraux de développement économique (CRDE) de Mwali, Ngazidja et Ndzuani vont bénéficier. L'objectif du projet, selon Snehal Soneji représentant résident du PNUD, est de mettre en place des pratiques agricoles durables et de

promouvoir l'utilisation de technologies innovantes afin d'augmenter la productivité, d'améliorer la gestion des ressources naturelles et de faciliter l'accès aux marchés pour les agriculteurs.

« Cet atelier revêt une importance particulière, car il marque une étape cruciale dans la réalisation

d'une initiative évaluée à 10,2 millions USD en vue de son financement auprès du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et du Programme des Nations Unies pour le Développement », a déclaré le représentant résident du PNUD dans son mot d'ouverture des travaux. « L'objectif de cet atelier est de valider le document de projet, qui servira de cadre directeur pour la mise en œuvre de nos activités. Votre expertise, votre expérience et votre engagement sont essentiels pour assurer le succès de ce projet », a-t-il ajouté.

Et de poursuivre : « nous avons besoin de vos idées, de vos suggestions et de vos contributions afin de façonner un projet solide, capable de répondre aux besoins spécifiques des agriculteurs comoriens tout en favorisant leur résilience et leur

développement durable. » Pour M. Soneji, l'agriculture du pays est dans un tournant crucial, après avoir surmonté de nombreuses difficultés dans la crise sanitaire et conflictuelle, liée à la guerre russo-ukrainienne.

« Nous avons l'opportunité de développer des systèmes agricoles intelligents face au climat, de renforcer les chaînes de valeur agricole et de favoriser la résilience des communautés rurales », a-t-il soutenu. Snehal Soneji dit être convaincu, que grâce à des partenariats solides, une bonne coordination entre les acteurs et leur détermination commune, ils pourront relever ces défis et réaliser leur vision d'une agriculture comorienne résiliente, durable et prospère.

Maoulida Mbaé





UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement



MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES (P177646)

AGENCE D'EXECUTION DU PROJET (AEP)

AVIS DE RECRUTEMENT

Assistant(e) Administratif (ve) (AEP)

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour son Agence d'Exécution du Projet, **un(e) Assistant(e) administratif (ve)**.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/>

Date de publication : 24 mai 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 13 juin 2023, 14h00

1. Principales missions

Sous l'autorité et la supervision directe du Coordonnateur de l'AEP, l'Assistant(e) Administratif(ve) est chargé(e) d'une mission d'assistant(e) de direction qui consiste à aider le Coordinateur en le déchargeant des tâches administratives, gérer son agenda et tenir le secrétariat de l'AEP. L'Assistant(e) Administratif (ve) joue aussi un rôle d'interface auprès des divers interlocuteurs du Coordinateur.

Il(elle) réalise les tâches ci-après en conformité avec le Manuel Administratif et Financier.

Description spécifique des activités principales

- Le/la titulaire du poste accomplit les tâches suivantes :
- Organiser et gérer les rendez-vous et l'agenda du Coordonnateur ;
 - Réaliser la gestion administrative du courrier
 - Mettre en place et gérer un système d'archivage, de classement et de suivi des dossiers administratifs du Coordonnateur et de l'AEP;
 - Organiser les réunions de Coordination, préparer, rédiger, faire le suivi et mettre à jour les correspondances, saisir et distribuer les documents nécessaires à la tenue de la réunion;
 - Assister le Coordonnateur lors des réunions ;
 - Classement et d'archivage les documents de référence
 - Classer les documents, informations et fonds documentaires d'une activité
 - Assurer un accueil de qualité en veillant à la prise en charge des visiteurs;
 - Préparer les correspondances et enregistrer les courriers Départ ;
 - Distribuer les courriers imputés aux membres de l'équipe et assurer le suivi de leur traitement ;
 - Préparer les missions du coordinateur et prendre les dispositions relatives à ses déplacements en assurant la liaison avec les autres services ;
 - Saisir des documents numériques
 - Tenir et mettre à jour les listes et adresses officielles utilisées dans le cadre des activités du Projet ;
 - Concevoir et suivre le tableau de bord
 - Effectuer toute autre tâche qui lui sera confiée par le Coordinateur dans le cadre des activités du projet.

2. Profil et qualification du Consultant

Cette mission nécessite un Consultant individuel répondant au profil ci-après :

Qualifications et expériences minimales requises :

Éducation et niveau de formation : Diplôme au moins égal à un Bac. + 3 années (licence)

Spécialités recherchées : Secrétariat/Assistanat de Direction, Gestion Administrative

Expérience dans le domaine ou les spécialités recherchées Cinq (5) années dont au moins 3 années dans un poste similaire au sein d'une institution ou d'un projet financé par les bailleurs de fonds internationaux ou d'organisme de grande envergure, expériences réussies et récentes

Autres Connaissances requises

Logiciels bureautique

Autres compétences nécessaires

Démontrer de l'écoute et de la disponibilité
Sens des priorités
Méthode de classement et d'archivage
Veille informationnelle

Bon esprit d'initiative
Excellente communication écrite et orale
Excellente capacité de synthèse
Faire preuve d'adaptabilité et d'ouverture au changement

Attitudes/valeurs exigées

Avoir le sens du service-client
Discrétion, confidentialité
Efficacité/Efficience
Intégrité/Honnêteté
Rigueur
Disponibilité
Réactivité

Critères de performance du poste :

- (i) courrier et correspondances gérés correctement
- (i) Notes des comptes rendus de réunions fournis dans les délais impartis ;
- (iii) Accueil des visiteurs ;
- (iv) Suivi des correspondances
- (v) Qualité de préparation et d'organisation des réunions ;
- (v) Archives des dossiers de la coordination ;

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Le français sera la langue de référence pour la réalisation de l'ensemble des activités prévues dans le cadre de cette mission.

3. Localisation du poste, durée du contrat et installation

Le poste sera basé dans les locaux dédiés au projet à Moroni aux Comores.

4. Durée du Contrat

Le premier contrat sera d'une durée de **12 mois**, assortie d'une période d'**essai de 6 mois maximum**. Si à l'issue de cette période, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an renouvelable selon les résultats de l'évaluation annuelle des performances.

5. Constitution du dossier

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur de l'Agence d'exécution du projet (AEP) ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé. Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature adressés sous pli fermé avec la mention « **Candidature au poste d'Assistante Administratif de l'Agence d'Exécution du Projet** » seront déposés au Secrétariat de l'Agence d'Exécution du Projet **PAESC**, route de Salimani-Sahara-Moroni, Union des Comores, **au plus tard le 13 juin 2023 à 14 h 00 précises**.

6. Condition d'emploi

- L'Assistante Administratif sera une personne physique et individuelle rattaché à l'Agence d'exécution du Projet ;
- C'est un poste individuel à temps plein ;
- L'Assistant(e) Administratif (ve) est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.

ELIMINATOIRES CAN 2023

Cœlacanthes, une liste pour entretenir l'espoir

C'est devenu une tradition, la sortie de la liste des joueurs de l'équipe nationale de football est un moment attendu, et fait l'objet de débats dans les plateformes numériques à défaut d'animer les échanges dans les places publiques. La dernière à être sortie n'a pas dérogré à la règle.

Il est loin le temps de l'effervescence qui entourait la sélection nationale. Depuis la dernière participation à la CAN, les choses semblent se diluer et la sélection nationale n'agite plus les foules. Si l'amour de l'équipe reste intact auprès du public, la mobilisation de la population a chuté d'un cran. Au-delà des résultats qui sont en dents de scie, ce qui est compréhensible, vu que les Comores sont toujours attendues comme un épouvantail à chacun de leurs déplacements, les comoriens critiquent la baisse de niveau de l'équipe dans sa globalité.

Une analyse compréhensible mais, qui reste incomplète dans la mesure où elle ne tient pas compte du départ à la retraite de plusieurs cadres qui ont constitué le noyau dur de cette sélection. Le refus de certains binationaux déjà confirmés (Wesley Saïd, Youssouf Zaidou ou encore Miziane Maoulida) de venir en sélection pour des raisons diverses est considéré comme un manque d'en-

gagement de la FFC voir du staff des Cœlacanthes qui n'arrivent pas à trouver les mots pour les convaincre. La passion ne doit toutefois pas prendre le pas sur la raison. Depuis le début, la sélection comorienne a toujours été constituée en majorité par des joueurs évoluant dans les divisions inférieures mais, qui avaient un engagement sans faille et un amour du maillot indéfectible.

Mardi dernier, la liste des 23 joueurs devant affronter le Lesotho dans le cadre des éliminatoires de la CAN 2023 a été rendu publique par les services de communication des Cœlacanthes. A l'exception de l'attaquant de Nicosie Ben Fardou, tous les tauliers sont présents. D'Ali Ahamada à Fouad Bachirou en passant par le bombardier Youssouf Mchangama. En plus de ces historiques, on retrouve les leaders de la nouvelle génération conduit par Ahmed Mogni, Yacine Bourhane et autre Iyad Mohamed.

Toutefois, la liste de Zerdouk signe le retour en sélection du milieu de terrain de l'Association Sportive de Béziers Halifa Soule. A 32 ans, il fait un retour inespéré en sélection après avoir honoré 11 sélections depuis 2011 et sa première sélection contre la Mozambique dans le cadre du tour préliminaire pour la coupe du monde 2014 au Brésil. Le joueur de Béziers fait son retour avec deux

nouveaux joueurs qui vont fêter leurs premières sélections. Soiyir Sanali, joueur du SO Romorantin va connaître sa première pige avec les verts. Petit ailier de poche, le joueur de 21 ans a disputé 17 matchs et inscrit 5 buts pour son club qui évolue en National 2. L'autre joueur à être appelé pour la première fois, c'est William Vouama. Le milieu de terrain de Fleury 91 a disputé 26 matchs tout en marquant 3 buts.

L'intégration de ces jeunes pour tâter l'ambiance des matchs internationaux et pouvoir être prêts le jour où ils devront prendre la relève des cadres qui sont appelés à quitter la tanière d'ici peu est la meilleurs des choses. Le comorien en revanche, doit intégrer le fait que la compétition, c'est gagner et perdre mais que, la défaite ne signifie pas pour autant une fin en soi, mais un chemin pour revenir plus fort. Si la qualification pour la Côte-d'Ivoire semble hypothétique car tout dépend du résultat du match de la Côte-d'Ivoire contre la Zambie. Si ces derniers perdent et que les Cœlacanthes gagnent, le scénario le plus souhaité par les supporters des verts, le dernier match à domicile contre la Zambie sera synonyme de match décisif pour les deux sélections.

AS Badraoui

GARDIENS
BEN SALIM BOINA
YANNICK PANDER
ALI AHAMADA

DÉFENSEURS
KASSIM M'DAHOMA
AHMED SALINI
KARIM ATTOUMANI
YOUNIS ZAHARY
MOHAMED YOUSSEF
AKIM ABDELLAH
ABDALLAH ALI MOHAMED
SAID BAKARI

MILIEUX
YOUSSEF M'CHANGAMA
FOUAD BACHIROU
IYAD MOHAMED
YACINE BOURHANE
HALIFA SOULE

ATTAQUANTS
FAZ SELEMANI
ALI M'NADI
IBRAHIM YOUSSEF
AHMED MOGNI
SOIYIR SANALI
WILLIAM VOUAMA
BERDIA LOUD YOUSSEF

SÉLECTIONNEUR
YOUNES ZEROUK

LESOITHO / COMORES
GROUPE H
Journée 5
12 JUIN - 16h
ORLANDO STADIUM
JOHANNESBURG



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITÉ DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores recrute pour son **Agence d'Exécution du Projet (AEP), deux (02) stagiaires en passation des marchés publics.**

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : aep.paesc@gmail.com prendre connaissance des termes de référence.

Date de publication : 08 juin 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 29 juin 2023 à 12h30 heure locale de Moroni

1. CONDITIONS DE CANDIDATURE

Les conditions requises sont les suivantes :

- Être de nationalité comorienne,
- Être âgé de moins de 25 ans,
- Récemment diplômés (2020 et 2022) d'un établissement d'enseignement national ou international reconnu,
- Être titulaire d'au moins une licence en droit, gestion,

ingénieur ou domaines connexes,

- Expérience professionnelle non requise,
- Connaître les outils informatiques de base (Word, Excel et PowerPoint),
- Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite en français. La maîtrise de l'anglais sera un avantage.

2. DUREE ET ATTESTATION

Les stagiaires seront formés progressivement par le spécialiste en passation des marchés du projet pour une période de deux ans non renouvelables.

A l'issue de cette période de formation, les stagiaires devraient être en mesure de rechercher des opportunités sur le marché du travail, pour être potentiellement embauchés en tant qu'assistants en passation des marchés par les autorités contractantes des ministères ou par les unités de gestion des projets financés par la Banque Mondiale.

Un certificat d'attestation de stage, signé par le coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet sera octroyé aux stagiaires après les deux ans effectivement passés à acquérir les compétences requises pour

devenir un assistant en passation des marchés publics.

La durée du stage pourra être écourtée dans le cas du non-respect des règlements de travail en vigueur dans l'Unité de Coordination du Projet. Une observation écrite sera faite au stagiaire pour les manquements avérés. Après deux observations, le stagiaire sera renvoyé sans attestation de stage.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Agence d'Exécution du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores - Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures;
- Un curriculum-vitae ;
- Une copie certifiée conforme à l'original du diplôme ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

Les dossiers de candidature seront déposés au Secrétariat de l'Agence d'Exécution du Projet, situé sur la route de Salimani – Sahara, Moroni.



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITÉ DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores recrute pour son **Unité de Coordination du Projet (UCP)**, un **spécialiste en renforcement des capacités en énergie**.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfaree@yahoo.fr Cc : infospaesc@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 01 juin 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 21 juin 2023 à 12h30 heure locale de Moroni

1. PROFIL REQUIS

Le spécialiste en renforcement des capacités en énergie de l'UCP devra :

- (a) Avoir un diplôme universitaire de niveau supérieur (Bac + 5 années au moins) dans les domaines d'éducation suivante : **Énergie, ingénierie, économie de l'énergie, économie environnementale, économie de développement,**
- (b) Disposer d'une expérience professionnelle de 5 ans au minimum en matière de conseil politique et de soutien aux programmes dans les domaines généraux de l'accès à l'énergie et des énergies renouvelables dans différents contextes de développement, de préférence pour l'énergie solaire
- (c) Avoir au moins 5 ans d'expérience pratique et active dans la planification, la coordination et le pilotage ; dans un poste similaire sur le renforcement des capacités dans des projets financés par les partenaires au développement ou par le Gouvernement
- (d) Avoir une connaissance pratique du français, une connaissance moyenne de l'Anglais
- (e) Avoir une expérience professionnelle pertinente sur les activités de renforcement des capacités institutionnelle ;
- (f) Avoir une bonne connaissance des ODD, de l'agenda 2063 de l'Union Africaine et le Plan Comores Émergent

2. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6 mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12 mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier complet composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature seront déposés **au Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet PAESC, Route de Salimani – Sahara – Moroni**

4. CONDITIONS D'EMPLOI

- Le spécialiste en renforcement des capacités en énergie sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;
- C'est un poste individuel à temps plein ;
- Le spécialiste en renforcement des capacités en énergie est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.